

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement
Alsace

Unité territoriale du ...-Rhin
Equipe GT

Mulhouse, le 23 avril 2014

Le Directeur régional,

à

**Monsieur le Préfet du Haut Rhin
Bureau des enquêtes publiques et des
Installations classées
7 rue Bruat – BP 10489
68020 COLMAR**

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Objet : Garanties financières / société AMCOR TOBACCO Packaging à Ungersheim
PJ : un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

- 1. Présentation du dispositif**
- 2. Présentation du site**
- 3. Proposition de l'exploitant**
- 4. Analyse de l'Inspection**
- 5. Proposition de l'Inspection**

1. Présentation du dispositif

Les carrières (1979), les établissements « seveso » seuil haut (1987), et les décharges (1993) sont de longue date tenus de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement en cas de défaillance de l'exploitant.

Depuis le 1er juillet 2012, le dispositif a été élargi et renforcé. Il vise les installations qui sont susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il s'agit notamment des installations qui mettent en œuvre des produits toxiques, comburants, explosibles, inflammables, combustibles, corrosifs, et certaines activités dans le domaine du textile, du bois, des minerais et métaux, de la chimie et des déchets (au-delà des décharges).

Le dispositif est défini par les articles L. 516-1 et 2, R.516-1 et 2 du code de l'environnement. Pour les établissements existants relevant de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les garanties financières doivent être constituées à compter du 1^{er} juillet 2014 dans les conditions ci-après précisées. C'est de cette première catégorie d'établissements dont il est ici question. Pour les établissements relevant de l'annexe II du même arrêté, les garanties doivent être constituées à compter du 1^{er} juillet 2019. Ces dossiers seront étudiés ultérieurement.

Les garanties financières sont à établir par tranche :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières avant le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans soit jusqu'au 30 juin 2018,
- constitution de 100 % du montant initial à compter du 1^{er} juillet 2018.

Les garanties doivent répondre aux critères fixés par l'arrêté ministériel 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesure de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, commenté par la circulaire du 20 novembre 2013. Elles doivent prendre en compte :

- de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- de suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants,
- d'interdiction et de limitations d'accès au site,
- de surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- de surveillance du site.

Pour l'ensemble de ces coûts, la formule d'indexation prévue à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné a été appliquée.

2. Présentation du site

La société AMCOR TOBACCO PACKAGING France exploite sur la commune d'Ungersheim, des installations d'impression par héliogravure d'emballages en carton, le site est spécialisé dans la fabrication de paquets de cigarettes. L'établissement est en exploitation depuis 1975.

En héliogravure, l'image est formée de petits creux sur la surface lisse d'un cylindre. Ce dernier est constitué d'une base en acier cuivrée et revêtue d'une fine couche de chrome dur. Dans ce procédé, le cylindre est inondé d'encre et la surface est essuyée pour ne laisser de l'encre que dans les zones en creux de l'image. Cette technique donne des rendus de haute qualité et permet des impressions en relief, elle est généralement réservée aux grandes séries du fait du coût élevé de fabrication des cylindres.

Une rotative est composée de 10 à 12 groupes imprimeurs. Chaque groupe est composé d'un cylindre gravé baignant dans une baignoire d'encre, d'un cylindre presseur, d'une racle permettant d'éliminer le surplus d'encre sur le cylindre gravé, d'un sécheur par soufflage d'air chaud.

Les groupes sont en ligne, chacun imprimant une couleur séparée sur la même face du carton.

L'établissement d'Ungersheim exploite 3 rotatives. Les vapeurs de solvants contenus dans les encres, essentiellement constituées de composés organiques volatils, sont récupérées par aspiration au niveau des 3 rotatives et sont brûlées au travers d'un oxydeur thermique.

L'établissement fonctionne en 3x8 du lundi au vendredi, selon les besoins des équipes supplémentaires peuvent travailler le week-end. Le site emploie environ 150 personnes.

L'objet du présent rapport est la constitution de garanties financières visant à couvrir les travaux de mise en sécurité et surveillance du site, en cas de défaillance de l'exploitant.

Elles visent à couvrir les frais d'évacuation des déchets et en-cours présents au sein des unités de fabrication, les frais de gardiennage du site, de diagnostic des sols et de surveillance des eaux souterraines.

3. Proposition de l'exploitant

Le coût total d'élimination des déchets et produits dangereux proposé par l'exploitant est de 11 880 € TTC, ce coût correspond principalement à l'élimination des solvants et encres présents dans les différents équipements.

Les coûts de réalisation d'un diagnostic des sols et de la surveillance des eaux souterraines sont estimés à 23 000 € TTC, cette somme a été déterminée à partir des formules de calculs forfaitaires établies par le ministère de l'écologie.

Les frais de surveillance et gardiennage pour une période de 6 mois sont estimés à 111 615,50 € TTC sur la base d'un devis présenté par l'exploitant.

4. Analyse de l'Inspection

L'inspection des installations classées retient après examen les propositions de l'exploitant.

Le montant de la garantie financière retenue est donc de 200 492 euros.

$$Mr = 1.10(11\,880 + 1,065 (6\,100 + 19\,271,5 + 23\,000 + 111\,615,5)) = 200\,492,77\,€$$

Avec TVAr = 20 % et indice TP01r = 705,3

Le projet d'arrêté joint prescrit la constitution des garanties financières. Il fixe l'échéancier.